La marche de Macron sous haute surveillance

Publication : jeudi 8 septembre 2016 08:11

La Lettre A, 8 septembre 2016



LA MARCHE DE MACRON SOUS HAUTE SURVEILLANCE

L'exécutif jauge les élus susceptibles d'emboîter le pas à l'ex-locataire de Bercy.

Après les frondeurs, les lâcheurs ? Une vingtaine de parlementaires seraient déjà franchement engagés derrière **Emmanuel Macron** selon ses proches, tandis qu'une vingtaine d'autres se montreraient intéressés. De quoi inquiéter l'exécutif qui, après la sécession des frondeurs, redoute la désertion de son aile réformiste fin septembre, date de la rentrée parlementaire. Une note qui a atterri sur le bureau de **François Hollande** au lendemain de la démission du ministre, tente d'évaluer les cinquante nuances de soutiens à **Emmanuel Macron**. Rédigée par un conseiller ministériel, elle relativise le nombre d'élus prêts à rallier l'ex-banquier. Certes, ce dernier s'appuie sur un noyau dur composé des députés **PS**, **Christophe Castaner**, rapporteur de la loi Macron, d'**Arnaud Leroy** et **Jean-Jacques Bridey**, considérés par l'exécutif comme des aventuriers n'ayant rien à perdre.

Le soutien de **Richard Ferrand** est également jugé inconditionnel, même si ce dernier devrait perdre la présidence du groupe PS à la région Bretagne, selon l'état des lieux. Au Sénat, des poids lourds comme **Gérard Collomb** (PS), ou l'ex-secrétaire d'Etat **Nicole Bricq** (PS) ont déjà franchi le Rubicon. Mais le pointage gouvernemental insiste sur ceux qui ont fraîchement accueilli le départ du ministre de Bercy. C'est le cas de **Pascal Terrasse**, qui sera présent au théâtre du Rond-Point le 8 septembre pour soutenir François Hollande, et du député **Jean Launay** (PS), qui vise toujours la questure de l'Assemblée nationale qu'il avait raté en 2012. La prudence de **Jean-Pierre Sueur**, vice-président de la commission des lois au sénat, a également été accueillie avec soulagement, comme les déclarations de soutien plus timides qu'auparavant de la député **Corinne Erhel** (PS). Même le silence de certains députés de gauche (**Patrick Vignal**, **Jean-Yves Caullet** ou **Joël Giraud**) a été interprété par l'exécutif comme un bon présage : les investitures PS pour 2017 seront accordées d'ici la fin de l'année, le temps de voir pour les députés, sondages à l'appui, si le jeu en vaut la chandelle. »

Phoca PDF